



Lutter ensemble contre la pauvreté et l'exclusion sociale : les personnes en situation de pauvreté se préparent à la Conférence nationale du 9 novembre

Le 30 octobre a eu lieu à Berne une session extraordinaire de l'Université populaire Quart Monde. A l'invitation d'ATD Quart Monde, 120 personnes d'une quinzaine de groupes ou associations¹ dans lesquelles les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale s'expriment, se sont rassemblés pour dire leurs priorités par rapport à une stratégie globale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et se préparer pour la Conférence nationale « Lutter ensemble contre la pauvreté » du 9 novembre 2010. Y ont également participé deux conseillères nationales, des hauts-représentants de l'OFAS, de la CDAS, de la CSIAS et du département de la prévoyance sociale du canton de Berne, ainsi que plusieurs universitaires. Cette réunion a été organisée avec le soutien d'Amnesty International, d'AvenirSocial et de l'OFAS.

Trois questions centrales ont été abordées, à partir d'exemples de vie et de propositions réfléchies dans les différents groupes et associations.

1. Garantir des ressources pour vivre dans la dignité et avoir des perspectives d'avenir

« Nous pensons que chaque personne a le droit d'avoir une vie digne, d'être traitée en être humains et d'avoir une vie sociale ». Pourtant les exemples donnés montrent bien que des personnes doivent vivre avec moins que le minimum prévu par l'aide sociale pendant plusieurs mois, et que ceux qui vivent juste avec le minimum de l'aide sociale doivent sans cesse se priver pour arriver à payer les factures des besoins vitaux. Cela ne laisse pas de place à des choses aussi importantes que les loisirs, une formation ou la participation à la société.

Deux propositions ont été faites :

- Avoir un système unique de minimum social valable pour tous et basé au moins sur les montants prévus dans le système des prestations complémentaires. Lors de la Conférence nationale sur la pauvreté sera discuté un système de prestations complémentaires pour certaines familles (notamment celle où une personne travaille). Tous les participants ont demandé que cela concerne toutes les familles pour ne pas créer une discrimination entre familles dont les revenus viennent principalement de l'aide sociale et les autres. « Tous les enfants de familles pauvres ont pourtant les mêmes besoins » !
- Garantir un accompagnement social de qualité dans lequel les travailleurs sociaux ont le temps de pouvoir écouter, comprendre, prendre au sérieux et soutenir les projets des personnes. La base de cet accompagnement social est le respect de la dignité. Les travailleurs sociaux devraient se former en partenariat avec les personnes concernées. Il s'agit d'orienter le système vers les personnes et non d'adapter les personnes au système.

L'Université populaire Quart Monde est un lieu de formation à l'expression et au dialogue entre des personnes en grande pauvreté et d'autres citoyens, notamment des spécialistes des questions abordées. Elle part de la valorisation de l'expérience de vie des plus pauvres. Ce dialogue donne des forces et des moyens nouveaux aux plus pauvres pour avoir une place dans la société et trouver des soutiens pour leur projet familial. Il permet aussi aux citoyens de s'engager aux côtés des plus pauvres pour favoriser leur insertion dans la société.

¹ Armutskonferenz von unten (Winterthur), Association des familles du quart monde de l'Ouest lausannois, Association pour un travail de rue Bienne, Fédération suisse des familles monoparentales, IGSozialhilfe, Liste 13, Stutz ufwärts / b'treff Flawil, ainsi que plusieurs groupes d'ATD Quart Monde.

2. Quelle place y a-t-il pour nous dans le monde du travail ?

Pourquoi tant de personnes ne trouvent-elles plus de place dans le monde du travail ? Pourquoi tant de jeunes n'ont pas la possibilité de montrer ce qu'ils peuvent faire ? Pourquoi parler d'insertion professionnelle, alors que la société ne sait (ou ne veut) plus compter sur la contribution de chacun ?

Quelques propositions ont été faites dans les groupes de travail :

- Lorsque des personnes arrivent à l'aide sociale, ils doivent être soutenus dans leurs efforts pour trouver une place de travail, notamment par de vraies formations concrètes ou une reconversion.
- Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent pouvoir choisir les propositions de travail qui leur sont faites. Elles doivent pouvoir les refuser, sans être menacées de sanctions.
- Les chômeurs de longue durée doivent être encouragés et soutenus financièrement pour développer leurs propres projets.
- Les femmes et les hommes doivent avoir la possibilité de concilier travail et présence active dans leur famille.

Lors de la Conférence nationale du 9 novembre, sera discutée une proposition d'améliorer la collaboration interinstitutionnelle entre les différents organes (assurance invalidité, assurance chômage, aide sociale, institutions de formation). Ceci est indispensable face à la complexité du système actuel. Mais est-ce à la hauteur des questions posées par ceux qui depuis des années sont exclus du monde du travail ?

3. Promouvoir et mettre en oeuvre avec les personnes concernées une stratégie globale et cohérente de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans la vie des personnes défavorisées, tout est lié : des ressources insuffisantes empêchent de bien se soigner, le manque de formation exclut du monde du travail, l'illettrisme crée des difficultés pour être autonome et avoir une vie sociale, C'est pourquoi une Stratégie de lutte contre la pauvreté se doit d'être globale et cohérente. Le rapport adopté par le Conseil fédéral le 31 mars 2010 est un premier pas en avant, mais ce travail doit être poursuivi pour tenir compte de domaines non abordés comme la santé, le logement ou le placement des enfants.

Aussi les participants attendent du Conseil fédéral qu'il mette en place une instance qui crée une dynamique globale autour de la mise en oeuvre de l'ensemble des propositions de ce rapport et autour de l'amélioration de la globalité et de la cohérence de cette Stratégie. Les deux mesures qui sont au programme de la Conférence nationale du 9 novembre 2010 (prestations complémentaires pour certaines familles à bas revenus, collaboration interinstitutionnelle) ne répondent pas aux souffrances vécues par ceux qui subissent la pauvreté et l'exclusion sociale.

En plus de cette instance, des lieux de dialogue réguliers entre les autorités et les personnes en situation de pauvreté doivent être créés pour qu'une réflexion commune permette d'alimenter en permanence cette Stratégie et développe localement des initiatives nouvelles.

Des personnes en situation de pauvreté ont été associées à l'élaboration de cette stratégie globale de lutte contre la pauvreté en Suisse. En 2008, elles ont eu des temps de dialogue avec la plupart de ceux qui travaillaient sur 6 rapports thématiques, puis elles ont elles-même fait un rapport thématique sur la participation et l'accès aux droits. ATD Quart Monde a assuré la coordination de ce travail. Un chapitre du rapport final reprend partiellement ce travail et reconnaît la contribution nouvelle apportée. Sur les 10 propositions faites, deux ont été retenues : l'amélioration de l'accompagnement social ; Faciliter l'accès aux organes de médiation et mise en place de services d'information sur les droits.

Contact presse : Olivier Gerhard, 076 566 05 63, olivier.gerhard@atdvwm.ch